

Préparation des chantiers en zones humides



Introduction

Les préconisations de cette fiche sont issues des réunions de concertations organisées à Auxonne et Villeneuve-lès-Maguelone ainsi que d'entretiens individuels. Les comptes-rendus et listes des personnes interrogées sont disponibles dans le rapport général.

La planification et l'organisation, tant spatiale que temporelle, d'un chantier en zone humide est une étape clé du projet. Elle permet d'évaluer les enjeux environnementaux présents sur le site et les contraintes techniques qui en découlent, d'identifier les parties prenantes, les usages en vigueur, les contraintes réglementaires.

Cette étape, idéalement menée en concertation avec l'ensemble des parties prenantes, doit permettre à chacun de s'approprier les différents éléments de réflexion pour aboutir à une décision consensuelle et basée sur des éléments objectifs.

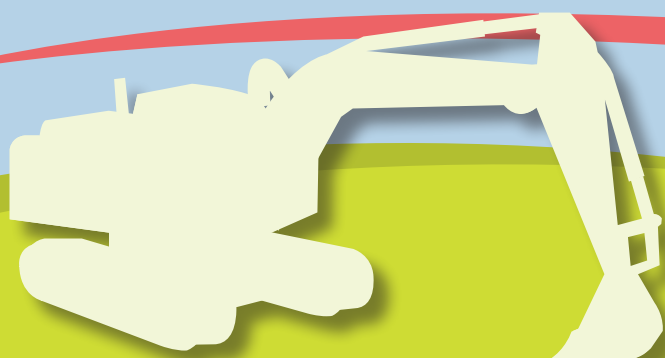
Etat des lieux

Première étape

Identifier la présence de zones humides ! Il incombe au maître d'ouvrage de réaliser cet état des lieux. Les zones humides occupant des surfaces restreintes ne sont généralement pas référencées dans les inventaires courants. Une recherche spécifique est indispensable lors de l'état des lieux. Dans la mesure où une zone humide est recensée, elle doit ensuite faire l'objet d'un diagnostic écologique : habitats, faune, flore et surtout fonctionnement hydrologique. Ces études sont primordiales car elles permettent de définir les enjeux en présence et donc de prévoir des mesures de préservation adaptées. Un diagnostic détaillé permet également d'identifier les procédures réglementaires requises, évitant ainsi les « mauvaises surprises » !

Eléments de connaissance indispensables :

- 👉 Identification de la présence de zones humides, même de faible surface.
- 👉 Connaissance du fonctionnement hydrologique.
- 👉 Cartographie des habitats naturels.
- 👉 Présence de faune et flore protégées.



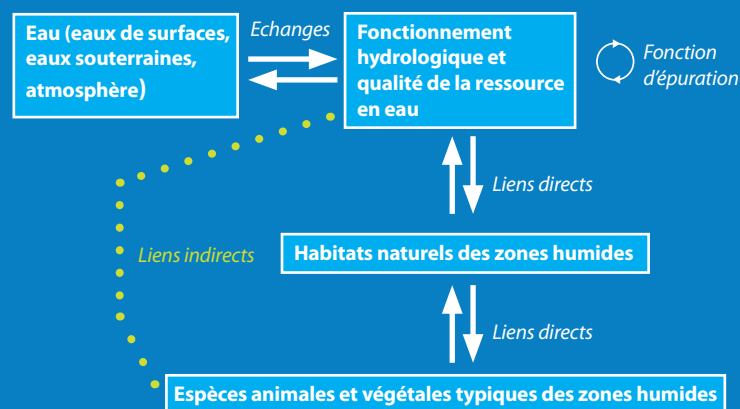
Deuxième étape : définir les enjeux, les objectifs et les indicateurs

👉 Définition des enjeux

Les espèces rares ou menacées, animales ou végétales, représentent généralement un enjeu facilement identifiable et devant être pris en compte : la destruction d'espèces protégées est passible d'un an d'emprisonnement et 15000€ d'amende (Art. L415-3 code de l'Environnement)

En fonction des espèces présentes, plusieurs mesures peuvent être envisagées : pêche ou capture (nécessitent des autorisations), dispositifs pour limiter les pièges à faune, mise en défens pour les espèces végétales, période d'intervention adaptée, etc.

Toutefois, ces précautions peuvent ne pas être suffisantes pour une conservation à long terme des populations animales ou végétales. Elles dépendent indirectement, dans les zones humides, du maintien de la qualité de l'eau et du maintien du régime hydrologique spécifique de la zone humide considérée.



Le maintien des arrivées et exutoires naturels est donc nécessaire pour conserver le fonctionnement de la zone humide, des habitats naturels et des espèces qui y vivent.

👉 Définition des objectifs

La définition des objectifs permet de fixer les buts à atteindre en termes de conservation des espèces, des habitats et des fonctionnalités de la zone humide. Ils découlent logiquement de la hiérarchisation des enjeux.

Le maintien du fonctionnement hydrologique doit être un objectif prioritaire compte tenu de son impact sur la conservation des habitats naturels et des espèces animales et végétales.

Il faut toutefois garder à l'esprit qu'un fonctionnement hydrologique non perturbé est une condition nécessaire mais pas suffisante pour la préservation des habitats et des espèces. Ces derniers peuvent être directement affectés par les travaux, d'éventuelles pollutions, une rupture des continuités écologiques, etc.

Il y a donc une distinction à faire entre, d'une part l'impact direct du chantier, et d'autre part l'impact indirect et à long terme qui dépendra essentiellement des modifications hydrologiques induites par les aménagements.

👉 Définition des indicateurs

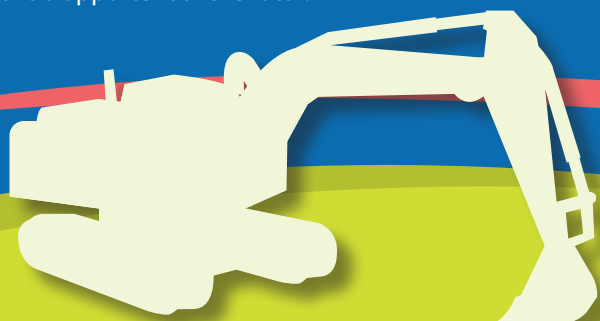
Il existe plusieurs niveaux d'indicateurs, qui peuvent être utilisés pour évaluer les conséquences d'un aménagement ou de travaux sur le milieu naturel. Nous utiliserons ici l'exemple de l'évaluation d'une mesure de protection simple, les filtres à paille, utilisée sur les chantiers de travaux publics limiter le rejet d'eau chargée en matières en suspension (M.E.S.) dans le milieu naturel.

- Les indicateurs de réalisation peuvent être très variés et existent sous forme quantitative, sous forme qualitative (oui / non) ou encore sous forme d'un pourcentage de l'état d'avancement.
- Les indicateurs de résultats, qui mesurent les effets directs de la mesure de protection.
- Les indicateurs d'impacts qui mesurent les effets à long terme.

Mesures de protection des eaux prévues	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultats	Indicateurs d'impact
Utilisation de filtres à paille	<ul style="list-style-type: none"> - Les filtres ont été installés : oui/non ou - Pourcentage de filtres installés : xx% 	Qualité de l'eau avant rejet dans le milieu naturel ; quantité de MES, température, pH, DBO5, etc.	Qualité du milieu aquatique en aval du rejet : IBGN, etc.

Tableau1 : Exemple des différents niveaux d'indicateurs pour une mesure de protection.

Même si l'objectif final est bien de mesurer l'impact du chantier sur le milieu naturel, l'utilisation d'indicateurs de réalisation et de résultats permet, en cas d'échec, d'identifier plus précisément à quel niveau la mesure de protection a échoué et donc de définir les améliorations à apporter dans le futur.



Troisième étape : préparer les aspects réglementaires

Tout projet ayant un impact potentiel sur les zones humides nécessite une préparation des aspects réglementaires. La préparation des dossiers administratifs et réglementaires incombe au maître d'ouvrage, mais le prestataire et/ou le maître d'œuvre doivent s'assurer de la conformité de ces procédures. L'exemple de jurisprudence ci-dessous illustre la responsabilité des entreprises de travaux comme des commanditaires :

« L'infraction est bien constituée dès lors que l'opération était soumise à déclaration préalable, tant pour les membres du Gaec qui ont commandé et bénéficié des travaux sur des terres mises en commun, que pour l'entrepreneur professionnel qui a effectué les opérations sans vérifier l'existence d'une déclaration avant travaux. »
Cours d'appel de Rennes, n°1810/2006, 3 novembre 2006

Compte tenu de la diversité des situations, il est indispensable de se rapprocher des services de police de l'eau (DDTM, Onema).

Quelques procédures au titre de la protection des espaces et des espèces.

- 👉 les dossiers de déclaration ou des demandes d'autorisation au titre de la loi sur l'eau Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.
- 👉 les notices d'évaluation des incidences lorsque le projet se situe dans (ou à proximité) d'un site Natura 2000.
- 👉 les études d'impacts
- 👉 les dossiers de demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées (arrêté du 19 fév 2007 modifié)
- 👉 les dossiers de déclaration d'intérêt général et de déclaration d'utilité publique.

Attention, obtenir les autorisations nécessaires prend du temps, il faut tenir compte de ces délais pour débiter les travaux dans des conditions environnementales satisfaisantes.



Planification de la phase travaux

En fonction des objectifs définis au regard de l'état des lieux et des contraintes réglementaires, plusieurs aspects du chantier doivent être définis en vu de la rédaction du cahier des charges.

Définir la période d'intervention.

En zone humide, elle doit être définie en prenant en compte deux facteurs principaux : la portance des sols et le dérangement des espèces.



Organiser une visite de terrain avec les entreprises, avant remise des offres

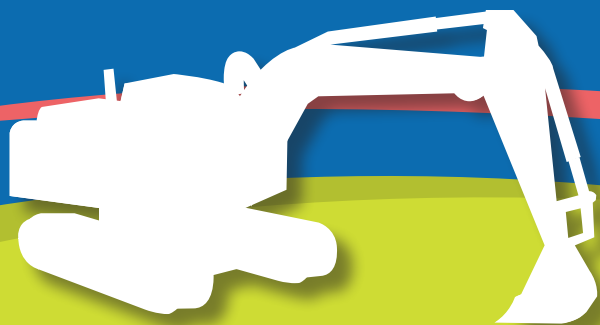
Idéalement la visite devrait se faire à une période similaire à la période d'intervention.

Cette visite présente un double intérêt. Elle permet au Maître d'ouvrage de présenter concrètement les conditions dans lesquelles les entreprises devront travailler (accès au site, portance du sol, etc.). Réciproquement les contraintes techniques des entreprises pourront être prises en compte par le maître d'ouvrage, ce dernier pourra ainsi affiner son cahier des charges avec des conditions techniquement réalistes. Les enjeux patrimoniaux et fonctionnels présentés dans le dossier de consultation pourront à cette occasion être illustrés sur le terrain.

Zonage du chantier

L'organisation du chantier doit prévoir :

- 👉 de matérialiser le secteur d'intervention,
- 👉 les chemins d'accès pour les véhicules et le personnel,
- 👉 les itinéraires techniques,
- 👉 les zones de stockage du matériel et des véhicules,
- 👉 l'emplacement des bâtiments temporaires,
- 👉 le stockage des déchets (mettre en place un système de tri et de suivi),
- 👉 les zones de dépôt des rémanents ou leur exportation,
- 👉 les zones de nettoyage des véhicules (consulter la fiche « entretien du matériel »),
- 👉 des bassins de récupération des eaux avec dispositif de filtration,
- 👉 la matérialisation des zones naturelles sensibles,
- 👉 la présence éventuelle d'espèces invasives (consulter la fiche « plantes invasives »)





Bibliographie

- Vadémécum de la concertation OREE.
- ARPE PACA - guide pour la gestion durable des milieux aquatiques.
- Comptes-rendus des divers entretiens avec les professionnels (consultables en annexe du rapport général)

Pour aller plus loin

Fin 2011, l'AFNOR publiera une norme consacrée à la méthodologie de conduite de projet pour les interventions en zones humides. Renseignements auprès de l'AFNOR.